

Pourquoi une telle insatisfaction à l'endroit du gouvernement Charest?

Par François Pétry et Éric Bélanger

Article paru dans La Presse du 14 mai 2006

Les auteurs sont professeurs de science politique à l'Université Laval et à l'Université McGill respectivement. Cet article a été écrit en préparation de l'atelier et de la table-ronde sur les réalisations du gouvernement Charest qui se tiendront en mai prochain à l'Université McGill à l'occasion du Congrès annuel de l'ACFAS.

Le gouvernement Charest s'apprête à célébrer le troisième anniversaire de son arrivée au pouvoir. L'occasion est toute indiquée pour dresser le bilan de ses réalisations en évaluant jusqu'à quel point il a tenu ses promesses. Ce faisant, on ne peut faire abstraction de l'insatisfaction persistante du public, du mécontentement que continuent de manifester les groupes de la société civile et du ton critique des médias à l'égard de l'action du gouvernement libéral. Y a-t-il une corrélation positive entre les deux phénomènes? La grogne des Québécois serait-elle due au fait que le gouvernement Charest n'a pas tenu ses promesses?

Pour en avoir le coeur net, nous avons calculé le taux de réalisation des engagements de la plateforme électorale du PLQ en nous basant sur les rapports d'experts (comités de suivi des partis politiques, rapports annuels des ministères, discours budgétaires), les lois votées à l'Assemblée nationale et aussi ce qu'en ont dit les journaux. Nous avons trouvé qu'à l'heure actuelle le gouvernement Charest a réalisé 50% de ses engagements. Si l'on ajoute les nouvelles mesures annoncées dans le budget et le discours du trône de mars 2006, il est probable que le score atteindra 60% en fin de mandat. Ce chiffre somme toute respectable, apporte un premier démenti à notre hypothèse. Le gouvernement Charest terminera son mandat en ayant tenu la majorité de ses promesses.

Ceci dit, il n'est pas dit que les promesses tenues influencent directement l'appui dont le gouvernement dispose auprès des électeurs. L'absence de lien entre la popularité d'un gouvernement et les promesses qu'il tient ne devrait pas surprendre si on considère le peu d'intérêt du public pour les engagements électoraux des partis. Il est difficile de prétendre que les électeurs québécois ont pu juger dans quelle mesure les engagements du programme politique de Jean Charest ont été tenus s'ils ne connaissaient que très imparfaitement le dit programme. L'hypothèse liant l'insatisfaction des québécois aux promesses non tenues ne tient pas bien la route parce que le postulat d'information parfaite sur laquelle elle repose est, il faut bien l'avouer, une pure fiction.

Si elle n'est pas liée aux promesses non tenues, l'insatisfaction des québécois serait-elle attribuable au jugement négatif du public sur la substance elle-même des politiques des libéraux de Jean Charest? Par exemple, la grogne persistante des Québécois à

l'encontre du gouvernement libéral trouverait son origine dans le fait que son action s'éloigne trop de la tradition et des valeurs libérales. Cette thèse aussi connue sous le slogan «on n'a pas voté pour ça!» se heurte à une première difficulté : il n'est pas du tout évident que l'action de Jean Charest ne respecte pas les sept valeurs évoquées par Claude Ryan dans son ouvrage *Les valeurs libérales et le Québec moderne* même si, et peut-être parce que, ces valeurs sont un peu ambiguës et élastiques. On pourrait à la rigueur plaider que l'action du gouvernement Charest prend ses distances par rapport à la valeur du « respect de la société civile ». La question demeure ouverte. D'ailleurs nos analyses quantitatives montrent a contrario que le positionnement politique du programme du PLQ en 2003 se situe dans le prolongement direct des programmes libéraux aux élections précédentes.

La thèse du non respect des valeurs libérales se heurte à une autre difficulté encore plus importante à notre avis: elle présuppose que les québécois auraient élu un gouvernement libéral par erreur, trop pressés qu'ils étaient de punir le gouvernement péquiste (en réaction aux fusions forcées) pour s'apercevoir trop tard qu'ils faisaient le mauvais choix politique. L'implication dérange car elle évoque la conception dépassée d'une opinion publique capricieuse et ignorante. Les recherches récentes ont montré que même si les québécois ne sont pas suffisamment bien informés pour juger si une promesse a été réalisée ou non, ils ne sont pas ignorants au point de se laisser grossièrement manipuler par une campagne électorale. La thèse selon laquelle l'opinion publique québécoise est ignorante et capricieuse n'est d'ailleurs pas l'apanage des opposants au gouvernement Charest. Certains libéraux proches du pouvoir n'ont pas hésité à invoquer la manipulation de l'opinion publique par les médias d'opposition pour expliquer l'insatisfaction du public à l'égard des réalisations du gouvernement Charest. Cette explication n'a pas plus de mérite à nos yeux.

Les thèses opposées d'un public parfaitement informé et d'une opinion ignorante constituent des cas extrêmes ne permettant pas de bien expliquer l'insatisfaction générale des québécois à l'égard du gouvernement Charest. La réalité repose très probablement entre les deux. L'opinion publique québécoise n'est pas toujours bien informée mais elle n'est pas ignorante et capricieuse. L'opinion publique est capable, et a besoin pour son épanouissement, de délibération. C'est aussi sur la délibération que reposent la légitimité d'un mandat électoral et le soutien populaire au gouvernement qui le délivre. Le gouvernement de Jean Charest n'échappe pas à cette règle d'or de la démocratie. Or on doit constater que sa performance est décevante sur ce plan. Ce n'est pas tant dans les promesses non tenues ou dans le non respect des valeurs libérales mais plutôt dans l'absence de délibération publique que réside, à notre avis, la principale source de déficit démocratique du gouvernement Charest et la principale cause de l'insatisfaction des québécois à l'égard de ses réalisations.